

Le congrès départemental de la FNEC FP-FO du Puy-de-Dôme condamne la marche à la Guerre, la politique de guerre et d'économie de guerre du gouvernement qui est incompatible avec la satisfaction des revendications des personnels et qui se fait au détriment du financement des services publics, de la sécurité sociale et des retraites. Alors que le budget militaire augmente de 6,7 milliards par rapport à 2025, alors que 30 milliards d'euros sont dévolus à la construction d'un porte-avion, soit la moitié du budget de l'Education Nationale, ce sont 4032 postes d'enseignants et 3000 d'AED qui sont menacés de suppression ! Dans notre académie, ce sont 111 postes ! Les suppressions de postes constituent une attaque contre l'École publique et aggravent les conditions de travail, dégradent l'enseignement et remettent en cause l'égalité d'accès à l'instruction. En revanche, les budgets sont ouverts pour multiplier par 2 le nombre de classes « Défense et Sécurité Globale » dans notre académie, passant de 21 à 42 à la rentrée 2025.

Et en même temps que Macron annonce la création de son nouveau service militaire, la ministre des Armées annonce que les candidats retenus le sauront au moment des résultats de Parcoursup... Quand 103 000 jeunes ont été laissés sans solutions à l'issue de ces procédures de sélections en juin dernier, quand 550 heures de cours sont supprimées dans les lycées de l'académie de Clermont, et notamment sur les BTS, il n'est pas difficile de voir le puzzle se reconstituer.

Refusant résolument « d'acculturer les jeunes à la défense », refusant fermement de faire de l'école le centre de recrutement de l'armée, le congrès a pris connaissance de l'appel lancé par les syndicats enseignants britanniques à la tenue d'un grand meeting internationaliste contre la guerre le 20 juin 2026 à Londres. **Il se félicite de cette initiative et, dans la continuité du meeting du 5 octobre 2025 à Paris, s'engage à prendre toute sa place dans la réussite de cette initiative, et appelle tous ceux qui le souhaitent à participer au financement de l'envoi d'une délégation de notre département !**

Le congrès refuse que les personnels (administratifs, AESH, AED, chefs d'établissements, enseignants...) et les élèves paient le prix de cette politique. C'est pourquoi il exige l'arrêt immédiat des suppressions de postes, la création de tous les postes statutaires nécessaires et le respect des statuts et missions des personnels. Le congrès estime que le comité de défense des écoles est un formidable outil pour organiser le rapport de force nécessaire avec les personnels, les parents d'élèves et parfois les élus et dans lequel Force Ouvrière a toute sa place. Dans ce cadre, **le congrès exige l'annulation des 4000 suppressions de poste.**

Le congrès réaffirme sa revendication d'abandon de l'acte 2 de l'école inclusive qui produit le chaos avec la mutualisation des moyens, la flexibilisation des personnels et le démantèlement de l'enseignement et des structures spécialisés et adaptés. Le congrès invite chaque adhérent, chaque collègue partout à initier et continuer les discussions sur les ravages de cette politique maltraitante, afin de s'inscrire dans l'initiative d'une mobilisation nationale décidée lors du congrès national de la FNEC-FP-FO. **Le congrès répond favorablement à l'appel des AESH du 43 d'organiser la mobilisation pour la satisfaction des revendications et appelle l'ensemble des AESH à participer à la réunion académique qui se tiendra en visio le jeudi 26 février.**

Le congrès dénonce également les atteintes répétées aux libertés démocratiques : sanctions et tentatives d'intimidation contre des militants syndicaux, remise en cause de la liberté des étudiants de manifester et de s'exprimer, plaintes ou mises en examen de chroniqueurs dans les médias... Ces attaques visent à empêcher toute résistance organisée à la politique gouvernementale.

Le congrès refuse toute logique d'accompagnement ou de cogestion de la politique gouvernementale et réaffirme que seule la mobilisation des personnels, sur la base de revendications claires et sans compromis, permettra de faire reculer le gouvernement, comme l'ont fait les médecins généralistes et hospitaliers, qui, par la grève, ont fait reculer la ministre sur un élément majeur du dispositif de la loi de financement de la Sécurité Sociale ! Ils nous montrent la voie.

Le congrès s'engage dans la réussite des élections professionnelles qui auront lieu en décembre 2026 afin que FO, premier syndicat confédéré de l'Education Nationale, en sorte renforcé.